



## Des nouvelles de PV

### Assemblée générale annuelle 2011

L'assemblée générale annuelle s'est tenue le 15 juin dernier au Centre 7400 à Montréal. Les membres présents ont assisté à la présentation du rapport annuel 2010-2011, des états financiers et des prévisions budgétaires 2011-2012. Les membres du conseil d'administration dont le poste était en élection se sont tous fait réélire pour un nouveau mandat de deux ans. Les grandes lignes du plan d'action 2011-2012 ont également été dévoilées. En voici un aperçu...



### Sommaire

- 1 Des nouvelles de PV
- 8 Place aux membres et partenaires
- 10 Capsule historique
- 11 Capsule « hors-frontière »
- 12 Parutions
- 13 À l'agenda
- 14 Annonces

## > Le développement et la diffusion des connaissances

### » La formation

Au courant de la prochaine année, sept formations différentes seront offertes dans plusieurs régions du Québec. Au total, ce sont seize séances de formation qui seront dispensées du mois d'octobre 2011 au mois de mars 2012.



- **L'accompagnement des victimes souffrant de stress post-traumatique** — Niveaux 1 et intermédiaire  
Formatrice : Pascale Brillon
- **L'échange de renseignements confidentiels lorsque la sécurité d'une personne est menacée**  
Formateur : M<sup>e</sup> Jean Turmel
- **Troubles de la personnalité: entrer en relation avec la personne derrière le « trouble »**  
Formateur : François Chanel
- **Violence conjugale: mieux comprendre pour mieux intervenir**  
Formatrice : Lise Poupart
- **Quoi faire face au dévoilement d'un abus physique ou sexuel d'un enfant ?**  
Formatrice : Chantal Lachance
- **Savoir évaluer le danger d'abus et de maltraitance chez les personnes âgées vivant à domicile et en hébergement collectif**  
Formateur : Louis Plamondon

Pour télécharger le programme de formation,  
[cliquer ici >>](#)

Pour télécharger la fiche d'inscription,  
[cliquer ici >>](#)

## » Les outils d'information et de sensibilisation

### **Production et édition d'un *Guide des droits des victimes***

Il n'existe actuellement pas, au Québec, de document rassemblant tous les aspects reliés à l'exercice de leurs droits par les victimes d'actes criminels. C'est pourquoi Plaidoyer-Victimes entend éditer un *Guide des droits des victimes*. Ce projet, actuellement soumis pour financement, s'adresserait, dans un langage clair, vulgarisé et pragmatique, aux victimes, à leurs proches et aux professionnels de l'aide aux victimes. Ce guide se voudrait un outil répondant à l'ensemble des questions étant reliées à l'exercice de ses droits par une personne victime et ce, peu importe le crime commis. Un tel document viserait à faciliter la compréhension de l'exercice de leurs droits et à orienter les démarches des victimes dans le dédale des différents organismes avec lesquels elles auront des interactions.

### **Les Cahiers de PV — Antenne sur la victimologie**

Au cours de l'année 2011-2012, une seule édition sera publiée, sous le thème «Victimes: quand l'auteur-e du délit est mineur-e»

**Les Cahiers de  
PV** Antenne  
sur la  
victimologie

### **L'INFO PV — Bulletin électronique**

Comme à chaque année, trois éditions sont prévues, soit la présente édition, celle d'octobre 2011 et celle de février 2012.

**l'infoPV**

## » La recherche

Amorcée au début de l'année 2011, la recherche exploratoire sur les rapprochements sexuels entre professionnels de la santé et clients, réalisée en partenariat avec les chercheuses Martine Hébert et Manon Bergeron du Département de sexologie de l'UQAM dans le cadre du programme d'aide financière de l'ARUC *Femmes, violences et contextes de vulnérabilité* (CRI-VIFF), se poursuivra au cours de l'année 2011-2012.

Un partenariat avec le Bureau international des droits des enfants dans le but de réaliser une recherche sur le parcours des enfants dans le système de justice au Québec devrait également se concrétiser dans les prochains mois.



## > Les activités de représentation

Au cours des dernières années, les changements dans le domaine des droits des victimes ont été nombreux et ont visé non seulement le *Code criminel* mais aussi de nombreuses dispositions dans certaines lois provinciales et fédérales, par exemple celles qui régissent les libérations conditionnelles, les normes du travail, les régimes d'indemnisation ou d'autres programmes sociaux. De nombreux jugements et décisions rendus par la Cour suprême du Canada, par les tribunaux de juridiction criminelle et civile ainsi que par les tribunaux administratifs ont permis de mieux

prendre en compte les préoccupations légitimes des victimes.

Ainsi aujourd'hui les droits des victimes ne se limitent plus seulement à ceux qui leur sont reconnus au sein du système de justice pénale pour les adultes et les mineurs. La représentation devient dès lors une activité complexe nécessitant l'analyse continue de plusieurs dossiers. C'est pourquoi l'Association entend mettre sur pied des comités de travail au cours de la prochaine année, comités qui seront formés de membres et de partenaires et qui se pencheront sur

des dossiers jugés prioritaires. Nous continuerons également de réagir à l'actualité parlementaire et aux projets de lois ou programmes concernant les victimes d'actes criminels au Québec et au Canada.

Par ailleurs, un plan et une stratégie de communication envers les instances décisionnelles concernées par la question des victimes d'actes criminels seront établis afin que l'expertise et les analyses de l'Association leur soient transmises de manière plus efficiente.

## > Les partenariats

Depuis ses débuts, Plaidoyer-Victimes a développé et maintenu des liens avec un ensemble de partenaires et est un représentant actif auprès de nombreux comités, groupes de travail et tables de concertation régionales, provinciales et nationales. En 2011-2012, l'Association siègera notamment sur les instances suivantes :

- La Table de concertation en violence conjugale de Montréal;
- La Table de concertation sur les agressions à caractère sexuel de Montréal;
- Le Comité consultatif sur les questions concernant les victimes — Ministère de la Justice Canada;
- Le comité organisateur de la *Semaine nationale de sensibilisation aux victimes d'actes criminels* — Centre de la politique concernant les victimes;
- Le Réseau de coopération et d'échange sur l'aide aux victimes France-Québec;
- La Commission de formation et de recherche de l'École nationale de police du Québec;
- L'ARUC *Femmes, violences et contextes de vulnérabilité* (CRI-VIFF — Université de Montréal);
- Le comité d'orientation de la Société de criminologie du Québec;
- Le conseil d'administration du Centre communautaire juridique de Montréal.

## > La réflexion sociale

L'Association tente de rejoindre et d'alimenter le public en général sur les grands enjeux liés à la défense des droits des victimes. Au cours des prochaines années, l'Association compte améliorer la place qu'elle occupe au Québec dans l'espace médiatique et comme voix crédible, auprès du public, dans la défense des droits des victimes d'actes criminels. Pour ce faire, elle compte développer en 2011-2012 l'utilisation des médias sociaux et améliorer la visibilité de son site Web. L'Association souhaite que ces outils lui permettent de « créer la conversation » avec ses membres, ses partenaires et le public en général.

De plus, des séances d'information et des soirées-conférences sur des sujets d'intérêt pour les victimes et la population seront organisées au cours de la prochaine année. Enfin, Plaidoyer-Victimes compte désormais organiser une activité annuelle permettant de transmettre le bilan de ses réflexions quant à la situation des victimes au Québec, possiblement sous la forme d'une conférence de presse.

## Table ronde *Droits des victimes et violences institutionnelles*

Dans la foulée de la publication de l'édition mars 2011 des *Cahiers de PV — Antenne sur la victimologie*, Plaidoyer-Victimes organisait le 15 juin dernier une table ronde sous le thème *Droits des victimes et violences institutionnelles*.

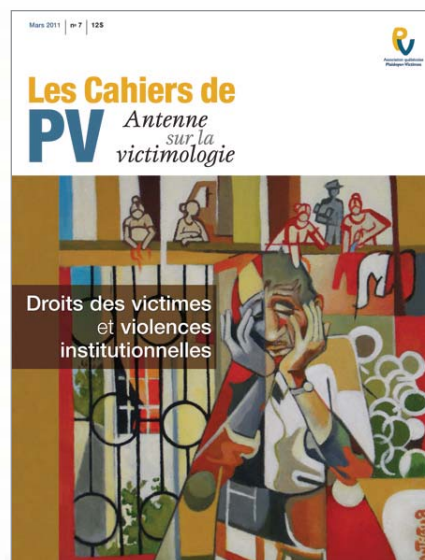
Trois conférenciers de renom ont partagé leur expertise avec les participants. Dans un premier temps, **M. Louis Plamondon**, président de l'Association québécoise de défense des retraités (AQDR) et membre du C. A. de Plaidoyer-Victimes, a présenté les résultats d'une enquête publiée en 2011 et menée auprès de 205 professionnels ou intervenants qualifiés dans le domaine du handicap, résultats mettant en évidence les pratiques déficientes et pénalisantes des établissements pour la population en situation de handicap. **M<sup>e</sup> Hélène Guay**, B.Sc.N., B.C.L., LL.M., a pour sa part partagé ses recherches sur les accidents en milieu de soins, notamment à la lumière de l'adoption dans la loi en 2002 de la déclaration et de la divulgation obligatoires de ces accidents. Enfin, **M. Marc Plamondon**, avocat retraité, a présenté le dossier contre l'Institut Philippe Pinel de Montréal, que la société d'avocats Plamondon Ladouceur avait initié en 2002 et qui a fait l'objet d'un règlement autorisé par la cour en mars 2009, dossier témoignant de la puissance potentielle des recours collectifs contre les abus de pouvoir des médecins psychiatres et des établissements.



Dans l'ordre habituel: M. Louis Plamondon, M<sup>e</sup> Hélène Guay et M. Marc Plamondon

À la lumière des échanges qui ont suivi ces présentations de qualité et de l'intérêt manifeste des participants à poursuivre la réflexion, Plaidoyer-Victimes prévoit organiser une journée d'étude sur la question des violences institutionnelles au cours de la prochaine année.

Pour commander un exemplaire de l'édition mars 2011 des *Cahiers de PV — Antenne sur la victimologie*, [cliquer ici >>](#)



## Internet is fun but...

Le 14 avril dernier, dans le cadre de la 6<sup>e</sup> édition de la **Semaine nationale de sensibilisation aux victimes d'actes criminels**, Plaidoyer-Victimes organisait une activité sur la cyberintimidation intitulée *Internet is fun but...*. L'activité s'est tenue au Collège John Abbott à Montréal. La troupe de théâtre *Mise au jeu* a d'abord présenté une pièce d'une vingtaine de minutes mettant en scène une jeune étudiante du collégial victime de cyberintimidation de la part de ses « amis-es » sur Facebook. Les jeunes dans la salle ont par la suite été amenés à commenter diverses portions de la pièce et à rejouer des scènes en se mettant dans la peau des différents personnages. Le but était d'illustrer les conséquences de ce type de victimisation, tout comme d'apporter des solutions afin d'accompagner la victime et l'aider à reprendre du pouvoir sur sa vie.

Trois personnes ressources étaient également présentes dans la salle afin d'apporter des compléments d'information ou de répondre à des questions provenant du public: M. Jean-Philippe Thibault, intervenant à Jeunesse, J'écoute, Caporal Steven Janssen de la GRC, et M<sup>me</sup> Geneviève Pollender, intervenante au service Côté cour.

La centaine d'étudiants et d'intervenants présents ont extrêmement bien répondu à l'appel, comme en témoigne la vidéo de l'événement qu'il est possible de visionner en [cliquant ici >>](#)

Outre les trois conférenciers, nous tenons à remercier chaleureusement M. François Chenier, coordonnateur du programme Youth and Adult Correctional Intervention au Collège John Abbott et membre du C. A. de Plaidoyer-Victimes, de même que M. Alain Johnson, directeur des services

**Internet is fun but...**

Have you ever been cyberbullied?  
Harrassed? Intimidated?  
Do you know someone who has been?  
How does it affect people close to you?

**Come participate and exchange with us!**

**Thursday, April 14<sup>th</sup> | 2h30 pm**

John Abbott College — Penfield (P204)  
21 275 Lakeshore Road,  
Sainte-Anne-de-Bellevue, Québec

**Can't come?**  
Login at <http://webtv.coop/live.php?chaine=4>

A TEAM OF PROFESSIONAL ACTORS WILL ANIMATE THE EVENT

MANY VOICES MANY PATHS  
RESEARCH AND RESEARCH  
VICTIMS WEEK GRC CA  
Canada

Association québécoise Plaidoyer-Victimes

cliniques en français à Jeunesse, J'écoute, qui ont contribué à faire de cet événement un franc succès.

Plaidoyer-Victimes entend reproduire l'expérience au cours de l'année qui vient, en français cette fois.

## Appel à communication — Congrès *Manipulation et victimisation*

Plaidoyer-Victimes est fière de s'associer à l'**International Cultic Studies Association** (ICSA) qui tiendra, conjointement avec **Info-Secte**, son Congrès international annuel 2012 du 5 au 7 juillet à Montréal sous le thème **Manipulation et victimisation**. L'Université de Montréal et le Centre international de criminologie comparée (CICC) collaborent également à cet événement.

Les conférenciers et les participants aux Congrès de l'ICSA proviennent de multiples horizons. Ils comprennent des chercheurs universitaires, des professionnels en relation d'aide, des membres de groupe et d'anciens membres de groupe, des familles, des membres du clergé et des éducateurs.

L'**appel à communication** pour le Congrès de 2012 est désormais lancé. Le Comité du Congrès prendra en considération les propositions de communications et de tables rondes en français ou en anglais pour tous les aspects du sujet, y compris le point de vue des victimes, la manipulation psychologique et sociale, le fanatisme religieux, le terrorisme, l'application de la loi, le traitement, la prévention ainsi que les aspects juridiques, sociaux et relatifs à la politique gouvernementale de la manipulation et de la victimisation.

Pour plus d'information sur les Congrès précédents de l'ICSA ou sur celui de 2012, consultez le site [www.icsahome.com](http://www.icsahome.com).

### Colloque scientifique

Le **Centre international de criminologie comparée** (CICC) de l'Université de Montréal organise un colloque scientifique intitulé **Manipulation et victimisation: résultats de recherche et controverse**. Ce colloque aura lieu en même temps que le Congrès 2012 de l'ICSA. Les personnes qui désirent plus d'informations sur ce colloque et celles qui veulent soumettre une proposition de communication peuvent envoyer un courriel à : [2012iccc@ijcs.ws](mailto:2012iccc@ijcs.ws). Les propositions de communications seront évaluées anonymement par le comité scientifique. Les communications présentées tant dans le cadre du colloque scientifique que dans celui du Congrès de l'ICSA seront ouvertes à tous les conférenciers et participants.

## Réunion des Comités consultatifs de citoyens

Le 28 mai dernier, M<sup>me</sup> Marie-Hélène Blanc, directrice de Plaidoyer-Victimes et M<sup>me</sup> Lise Poupart, coordonnatrice du service Côté cour et vice-présidente de Plaidoyer-Victimes, participaient à titre de conférencières à la réunion annuelle régionale — Région du Québec des Comités consultatifs de citoyens (CCC) du Service correctionnel du Canada (SCC). Les CCC sont composés de bénévoles qui ont pour rôle d'observer les pratiques du SCC, de lui faire des recommandations et de faire la liaison avec le public.



M<sup>me</sup> Marie-Hélène Blanc, directrice de Plaidoyer-Victimes

Les CCC avaient récemment manifesté le désir de rencontrer des gens qui s'impliquent auprès des victimes, l'objectif étant de mieux comprendre les principales préoccupations de ces dernières en lien avec le système judiciaire et correctionnel.

M<sup>me</sup> Blanc a présenté la mission, les objectifs et les activités de l'Association, de même que les principaux enjeux liés à la victimisation. M<sup>me</sup> Poupart a quant à elle présenté le service Côté cour, service d'aide psychosociale auprès des victimes de violence conjugale et familiale en milieu judiciaire criminel à Montréal.



M<sup>me</sup> Lise Poupart, coordonnatrice de Côté cour

Aux dires de M. Jean-François Cusson, coordonnateur — Liaison avec la collectivité au SCC, les participants ont été très satisfaits du bloc qui a été consacré aux victimes et les présentations ont répondu aux objectifs fixés.



## Forum des partenaires

Le 20 mai dernier, M<sup>me</sup> Marie-Hélène Blanc, directrice de Plaidoyer-Victimes, participait, aux côtés de 120 personnes représentant 45 organismes et ministères, au premier Forum des partenaires, un événement qui rassemblait des organismes non gouvernementaux engagés dans la lutte contre la maltraitance envers les aînés. Découlant du **Plan d'action gouvernemental pour contrer la maltraitance envers les personnes aînées 2010-2015**, cette journée a été l'occasion de dresser le bilan de la première année de mise en œuvre de ce plan.

Soulignons également que le Forum a été l'occasion de regrouper pour la première fois les coordonnateurs régionaux spécialisés en maltraitance, dont la mission sera d'entretenir une relation étroite avec les acteurs de leur milieu de manière à accroître l'efficacité des services destinés à combattre la maltraitance envers les aînés. Ils auront aussi à dresser et tenir à jour le portrait des services offerts et des ressources disponibles sur leur territoire.

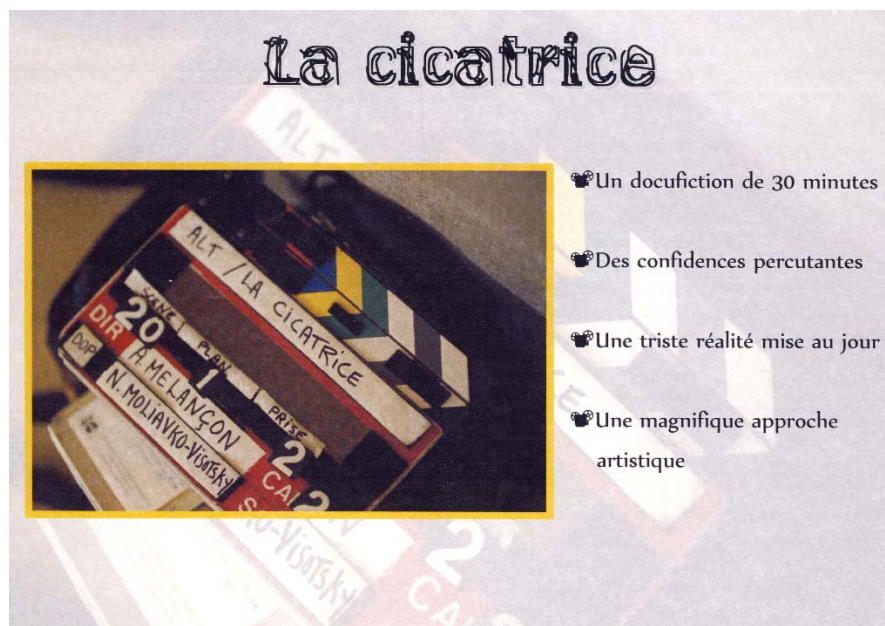
Pour plus d'information, [cliquer ici >>](#)

## la cicatrice

Le 13 juin dernier, M<sup>me</sup> Arlene Gaudreault, présidente de Plaidoyer-Victimes, assistait au lancement, par l'Alliance gaspésienne des maisons d'aide et d'hébergement, du documentaire la cicatrice, portant sur la bouleversante réalité des enfants endeuillés de violence conjugale masculine. Aux dires de M<sup>me</sup> Gaudreault,

*«la Cicatrice nous introduit dans le parcours de ces enfants, adolescents et jeunes adultes qui ont vu leur vie basculer lorsque leur père a tué leur mère. Leurs témoignages nous sont livrés avec beaucoup de finesse et de respect en empruntant un processus d'écriture original. Leurs voix sont en effet portées par des lecteurs et des lectrices qui savent nous toucher et éveiller notre sensibilité. André Melançon et son équipe nous offrent un très bel outil de sensibilisation et de réflexion. Avec la Cicatrice, encore une fois, l'Alliance... a inspiré un très beau projet.»*

Pour plus d'information, [cliquer ici >>](#)





## Place aux membres et partenaires

### Jeunesse, J'écoute « À l'écoute des jeunes » depuis 1989

1 800 668 6868  
JeunesseJecoute.ca

Jeunesse, J'écoute

Depuis la mise en fonction du service téléphonique, en 1989, les jeunes font appel à Jeunesse, J'écoute, et que ce soit au téléphone ou en ligne, nous sommes à leur écoute pour leur offrir, de façon immédiate, attentive, professionnelle et anonyme, l'aide et l'espoir dont ils ont besoin. Les jeunes savent qu'ils peuvent nous faire confiance, car nous ne retraçons pas les appels ni les adresses IP et n'utilisons pas de service d'afficheur.

Nos intervenants professionnels ont accès à une base de données regroupant les coordonnées près de 37 000 services communautaires et sociaux afin de pouvoir orienter les jeunes vers les ressources dans leur collectivité.

Dès le début, Jeunesse, J'écoute a choisi d'offrir un service de consultation immédiat, bilingue et anonyme à toute heure du jour et de la nuit. Nous recevons des appels de jeunes âgés de 5 à 20 ans provenant de quelque 3 000 collectivités du Canada.

La technologie évoluant rapidement, en 1996, Jeunesse, J'écoute lançait son site Internet [www.jeunessejecoute.ca](http://www.jeunessejecoute.ca), pour donner aux jeunes accès à de l'information sur des sujets qui les préoccupent. Depuis 2002, Jeunesse, J'écoute offre un service de consultation en ligne à la section « **Pose ta question** ». Les jeunes peuvent nous envoyer leur message et recevoir une réponse personnalisée ou lire les questions des autres jeunes et bénéficier ainsi des réponses des intervenants. Ils peuvent aussi s'exprimer dans la section « **Partage ton expérience** » et visiter le **Kiosque d'info**. En 2009, nous avons mis en ligne le nouveau site avec une section pour les plus jeunes et une pour les adolescents et davantage de contenus interactifs.

Nous assistons à une révolution dans les moyens de communication. Les jeunes étant toujours à l'avant-garde technologique, nous devons continuer à ajuster notre offre de service. Nous prévoyons mettre sur pied un projet pilote qui offrira aux jeunes un service de consultation en ligne et en temps réel. Le défi sera de transférer les compétences des intervenants dans ce nouveau médium, de maintenir la qualité clinique, d'adapter nos approches d'intervention et de respecter notre approche de confidentialité et d'anonymat. Jeunesse, J'écoute fait partie de l'organisation *Child Helpline International*, un service d'aide internationale par téléphone pour les enfants. De plus, nous établissons des partenariats avec des universitaires dans le but d'analyser les

importantes données que nous recueillons au téléphone et en ligne auprès des jeunes qui communiquent avec nous.

Puisque les jeunes s'adressent à nous de leur propre chef, nous sommes dans une position privilégiée pour contribuer à la sensibilisation et au dialogue public en ce qui a trait aux problèmes des jeunes, ainsi qu'à l'élaboration de politiques et de pratiques favorisant le bien-être de tous les jeunes Canadiens.

Dans le cadre de notre programme d'éducation du public, nous publions des rapports de recherche. Parmi ceux-ci : *La cyberintimidation : une nouvelle réalité pour les jeunes, Il faut que ça cesse... Les jeunes parlent à Jeunesse, J'écoute au sujet de l'intimidation et Jeunesse, J'écoute : aider les jeunes Canadiens en ligne.*

Depuis déjà plusieurs années, nous sommes interpellés par les jeunes qui vivent des situations d'intimidation. Ce que les jeunes nous partagent tant au téléphone que sur le Web confirme ce que les données statistiques révèlent. Déjà en 2005, une enquête menée par Réseau Éducation-Médias démontrait que 34 % des élèves canadiens ont vécu de l'intimidation, dont 27 % sur Internet.

Dans le Kiosque d'info, sur notre site, une section est consacrée à l'intimidation. Dans cette section, les jeunes peuvent se renseigner sur les différents types d'intimidation, ce qu'ils peuvent faire s'ils sont victimes d'intimidation, témoins d'intimidation, ou s'ils intimident les autres. Ils peuvent aussi y lire l'histoire de jeunes qui ont eu à composer avec l'intimidation.

Internet est devenu rapidement un milieu de vie sociale pour les jeunes, leur permettant de développer un sentiment d'appartenance, et est aussi devenu leur mode de communication. Selon Statistique Canada, 97 % des jeunes entre 12 et 17 ans utilisent Internet chaque semaine, dont la moitié l'utilisent plus d'une heure par jour. Ces mêmes jeunes préfèrent les messageries instantanées au téléphone. Avant, les conversations étaient privées, maintenant, les contacts sont publics. Malheureusement, l'utilisation des moyens de communication électroniques est devenue un outil puissant d'intimidation. Une jeune nous écrit :

*« Mes anciennes amies... m'ont envoyé, des courriels pour me dire des insultes et ça ne cessait pas... Aussi, elles m'étaient des choses horribles sur moi dans leurs 'nicks' sur MSN, alors tous leurs contacts pouvaient voir ce qu'elles écrivaient. Même qu'on m'en parlait... l'école! Je ne suis plus en sécurité nulle part! Aidez-moi SVP... »*

Un projet, une initiative, une ressource,  
une activité à promouvoir ?

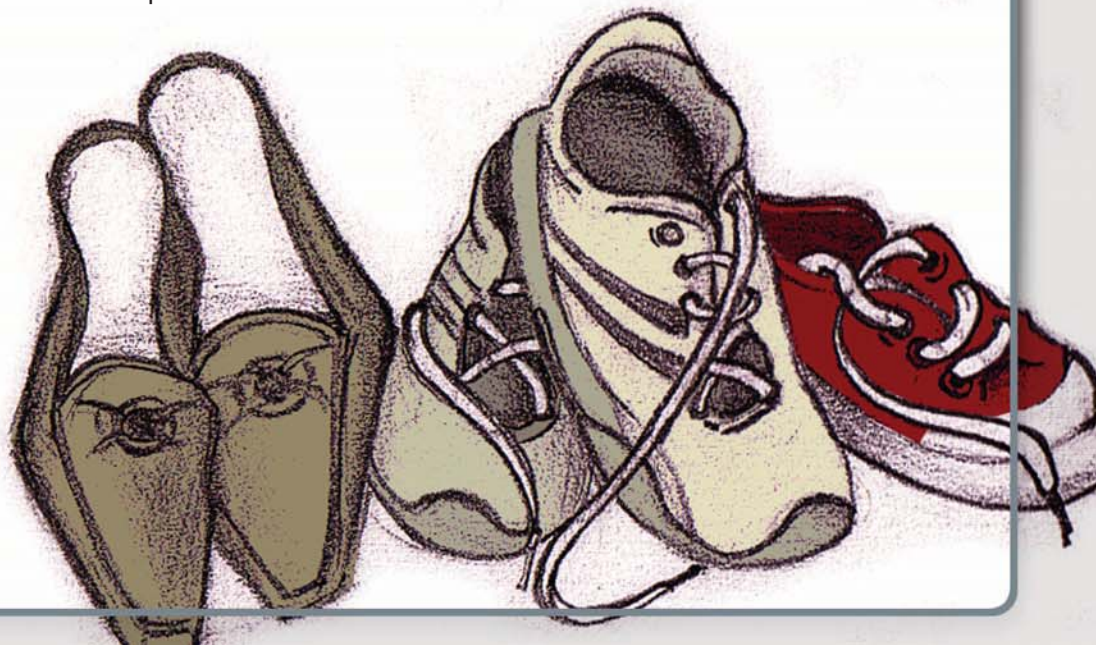
**Faites-le connaître!** Cet espace vous est réservé!

De plus en plus de jeunes nous parlent des situations de cyberintimidation qu'ils vivent. Ils sont victimes de menace, de harcèlement, de fausses rumeurs et même de sites haineux. Selon un sondage en ligne réalisé sur notre site Web, plus de 42 % des victimes gardent le silence. Cette situation nous interpelle et nous amène à identifier de nouveaux moyens pour rejoindre ces jeunes et leur apporter l'aide dont ils ont besoin.

C'est dans ce contexte que nous avons été heureux de nous associer à l'Association québécoise Plaidoyer-Victimes, dans la conception et la réalisation de l'activité *Internet is fun but...* qui s'est tenue au Collège John Abbott en avril dernier. Nous sommes convaincus que cette activité est un bel exemple de sensibilisation et de prévention de la cyberintimidation.

**Alain Johnson**

Directeur des services cliniques en français





## Capsule historique



**Centre  
de services  
de justice  
réparatrice**

## Le Centre de services de justice réparatrice célèbre ses 10 ans!

Créé en 2001, le Centre de services de justice réparatrice (CSJR) est un organisme à but non-lucratif qui s'intéresse aux conséquences d'un acte criminel dans la vie des personnes qui l'ont commis ou subi. Le Centre donne l'occasion aux personnes dont la vie a été touchée par un crime, victimes, agresseurs et personnes de la communauté, de se rencontrer, de s'impliquer dans la gestion de leur conflit, de réparer les torts causés, de guérir leurs blessures et de restaurer les liens rompus par l'acte criminel.

Cette année, à l'occasion de la *Semaine nationale de sensibilisation aux victimes d'actes criminels*, le CSJR a organisé une exposition d'œuvres d'art réalisées par 15 personnes ayant été victimes d'actes criminels. L'exposition mettait en lumière comment il est possible de renaître de la souffrance grâce à l'art et visait à sensibiliser les visiteurs à la justice réparatrice.

Le 11 septembre prochain, pour fêter ses 10 ans, le CSJR réunira ses membres, fondateurs et actuels, lors d'un brunch convivial. Plusieurs activités seront aussi organisées tout au long de l'année qui vient. Si vous avez un peu de temps disponible, de la créativité, des compétences en organisation et en communication, le CSJR vous invite à rejoindre l'un ou l'autre de ses comités. Pour plus d'information, contactez M<sup>me</sup> Estelle Drouvin, coordonnatrice du CSJR, au 514.933.3737 ou visitez le [www.csjr.org](http://www.csjr.org)





## Capsule «hors-frontières»



## Global Network of Women Shelters

Du 27 au 29 avril 2009 se tenait à Ottawa la première rencontre internationale des représentantes des maisons d'hébergement et de refuges, faisant suite au premier colloque international *1<sup>st</sup> World Conference of Women's Shelters - Discovering the Common Core: Practical Frameworks for Change* tenu en septembre 2008 à Edmonton. Des représentantes de 17 pays en provenance des 5 continents, dont le Canada, étaient au rendez-vous afin de jeter les bases d'un futur réseau international de maisons d'hébergement et de refuges pour femmes et enfants violentés.

Lors de la seconde rencontre les 25 et 26 février 2010 à New-York, à laquelle assistaient les représentantes des 17 pays fondateurs, dont la directrice de la **Fédération de ressources d'hébergement pour femmes violentées et en difficulté du Québec**, M<sup>me</sup> Manon Monastesse, qui représentait le Canada francophone, plusieurs éléments structurants ont été précisés et affirmés. Parmi ceux-ci, la vision commune, les objectifs et les principes directeurs du Réseau ainsi qu'une définition initiale de la structure, du membership et de la procédure d'admission. L'objectif principal du réseau d'*unifier au plan international les maisons et refuges d'hébergement afin de mettre un terme à la violence faite aux femmes et à leurs enfants* s'articule autour d'une vision commune d'un monde égalitaire où les femmes et leurs enfants vivent libres de toutes violences.

La troisième rencontre a eu lieu à Amsterdam du 27 au 31 mars dernier. Les représentantes ont travaillé à finaliser la structure de l'organisation :

- Le membership et le fonctionnement des instances (déjà 11 nouveaux pays membres de l'Amérique centrale et du Sud et d'autres demandes sont en évaluation)
- Les communications internes et externes (sensibilisation et mobilisation)
- La défense de droits et les représentations politiques
- Le financement
- La gestion des statistiques

Elles ont également œuvré à l'organisation du **2<sup>e</sup> colloque international des maisons d'hébergement et refuges** qui aura lieu à Washington du 27 février au 1<sup>er</sup> mars 2012. Elles ont aussi travaillé sur le module Shelters du **Centre de connaissances virtuel mondial pour**

**mettre fin à la violence contre les femmes et les filles** de ONU Femmes. Le Centre est une ressource en ligne disponible en anglais, français et espagnol, conçu pour répondre aux besoins des décideurs, des responsables de l'exécution de programmes et d'autres praticiens actifs dans la lutte contre la violence à l'égard des femmes et des filles. C'est le **Réseau canadien des maisons d'hébergement pour femmes** qui est responsable de la réalisation du module *Shelters*. Le Réseau a reçu du financement du Fonds de développement des Nations Unies pour la Femme UNIFEM/ONU Femmes. Celui-ci intégrera tous les documents pertinents en violence faite aux femmes d'ici et d'ailleurs. Les modules touchent :

- Les bases de la programmation ;
- Les campagnes ;
- L'éducation ;
- La santé ;
- La législation ;
- Les hommes et les garçons ;
- Les adolescents ;
- La politique et le cycle budgétaire ;
- La prévention ;
- Les villes et les communautés en sécurité ;
- La surveillance et l'évaluation.

Certains modules sont déjà complétés en anglais, français et espagnol. Pour les consulter, cliquer ici >>

La prochaine rencontre du **Global Network of Women Shelters** est prévue à Washington dans le cadre de la 2<sup>e</sup> conférence Internationale des maisons d'hébergement et des refuges.



## Parutions



### Le passage à l'acte dans la famille — Perspectives psychologique et sociale

2011

Sous la direction de Suzanne Léveillé et Julie Lefebvre  
Presses de l'Université du Québec



### Travailler avec les médias — Guide à l'intention des fournisseurs de services aux victimes canadiennes

2011

Centre canadien de ressources pour les victimes de crimes



### Le viol, aspects sociologiques d'un crime

2011

Véronique Le Goaziou  
La Documentation française —  
Collection *Perspectives sur la justice*



### Violence conjugale dans la région de la Côte-Nord — Ampleur du problème, facteurs explicatifs et pistes d'intervention

2011

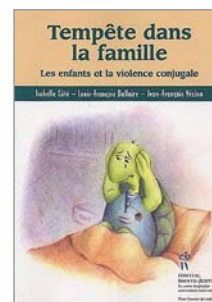
Institut national de santé publique



### Tempête dans la famille, Les enfants et la violence conjugale — 2<sup>e</sup> édition

2011

Isabelle Côté, Louis-François Dallaire, Jean-François Vézina  
Éditions du CHU Sainte-Justine



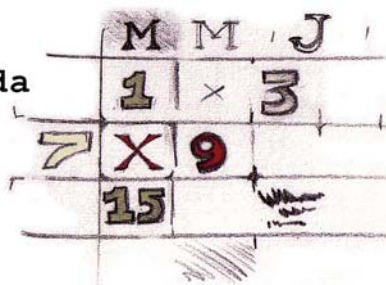
### La justice pénale et les femmes

2011

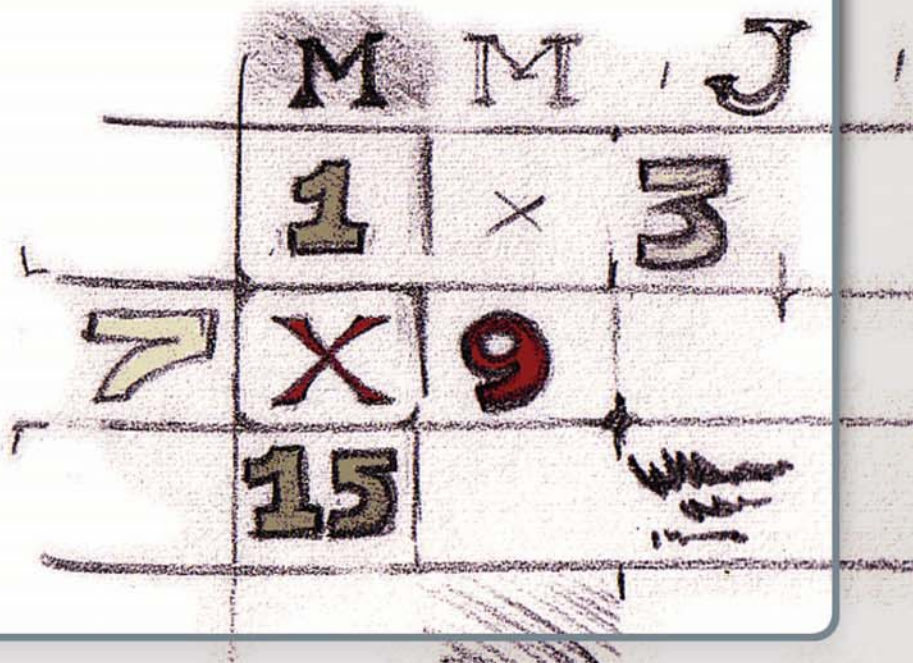
Société Elizabeth Fry du Québec  
Éditions du Remue-ménage

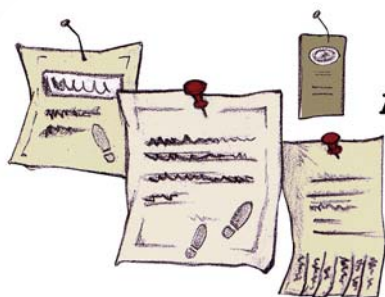


## À l'agenda



- **37<sup>th</sup> NOVA Conference**  
*With Liberty and Justice for All Victims: Let Freedom Ring*  
 Organisée par la National Organization for Victim Assistance  
 Du 14 au 17 août 2011 à Philadelphie  
[Pour information >](#)
- **12<sup>th</sup> National Conference on Child Sexual Abuse and Exploitation Prevention**  
*Imagine... A Safer World for Children*  
 Organisée par le National Children's Advocacy Center  
 Du 23 au 25 août 2011 à la Nouvelle-Orléans  
[Pour information >](#)
- **CIFAS 2011**  
*Penser l'agression sexuelle*  
 Du 12 au 14 septembre 2011 à Montreux, Suisse  
[Pour information >](#)
- **Formation**  
*L'échange de renseignements confidentiels lorsque la sécurité d'une personne est menacée*  
 Organisée par l'Association québécoise Plaidoyer-Victimes  
 Le 14 octobre 2011 à l'Hôtel La Saguenéenne, 250, Des Saguenéens, Chicoutimi  
[Pour information >](#)
- **Formation**  
*Violence conjugale: mieux comprendre sa complexité pour mieux intervenir*  
 Organisée par l'Association québécoise Plaidoyer-Victimes  
 Les 17 et 18 octobre 2011 à l'Hôtel Gouverneur Rimouski, 155, Boul. René-Lepage Est, Rimouski  
[Pour information >](#)
- **Formation**  
*Savoir évaluer le danger d'abus et de maltraitance chez les personnes âgées vivant à domicile et en hébergement collectif*  
 Organisée par l'Association québécoise Plaidoyer-Victimes  
 Le 19 octobre 2011 à l'Hôtel Gouverneur Rimouski, 155, Boul. René-Lepage Est, Rimouski  
[Pour information >](#)
- **Formation**  
*L'accompagnement des victimes souffrant de stress post-traumatique — Niveau 1*  
 Organisée par l'Association québécoise Plaidoyer-Victimes  
 Les 20 et 21 octobre 2011 à l'Auberge Sir-Wilfrid, 3055, boul. Laurier, Québec  
[Pour information >](#)
- **Congrès conjoint 2011 SCQ-ACJP**  
*Décloisonner pour mieux réussir dans une société en changement*  
 Organisé par la Société de criminologie conjointement avec l'Association canadienne de justice pénale  
 Du 26 au 29 octobre 2011 à Québec  
[Pour information >](#)





## Annonces

### APPEL À COMMUNICATIONS

La **Table de concertation en violence conjugale et agressions à caractère sexuel de Laval (TCVCASL)** a lancé son **appel de proposition** en vue du colloque qui se tiendra les 24 et 25 janvier 2012 sous le thème *Violence et santé mentale; les défis de l'intervention et de la prévention*. La date limite pour présenter un atelier ou une conférence est le 1<sup>er</sup> août prochain.

### PRIX DE LA JUSTICE 2011

La période de mise en candidature pour le Prix de la justice 2011 est ouverte depuis mai dernier. Ce prix vise à rendre hommage à une Québécoise ou à un Québécois qui a contribué, par son travail ou son engagement exceptionnels, à promouvoir les valeurs fondamentales de la justice que sont l'accessibilité, la qualité et l'universalité. La période de mise en candidature se termine le 1<sup>er</sup> août 2011. Pour en savoir davantage, [cliquer ici >>](#)

### PRIX DROITS ET LIBERTÉS – ÉDITION 2011

La **Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse** rappelle à tous les individus, organismes et institutions interpellés par la promotion et la défense des droits de la personne et des droits de la jeunesse qu'ils ont jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet pour soumettre une candidature pour le **Prix Droits et Libertés — Édition 2011**. Cette année, le président de la Commission, monsieur Gaétan Cousineau, présidera le jury en compagnie de François Buggingo, journaliste et ancien président de Reporters sans frontières Canada et de madame Monique Rochon, une des premières employé-e-s de la Commission qui a récemment pris sa retraite après plus de 35 années de service. Décerné depuis 1988, le Prix Droits et Libertés vise à souligner les actions réalisées par des personnes, des organismes et des entreprises au Québec œuvrant à la défense des droits de la personne et des droits de la jeunesse. Le prix est traditionnellement remis par la Commission à l'occasion de l'anniversaire de l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Un poste à combler, une annonce à partager, un message à faire circuler ?

**Faites-le savoir!** Cet espace vous est réservé!

#### Des commentaires ? Des suggestions ? Des réactions ?

Communiquez avec Katia Leroux au [kleroux@aqpv.ca](mailto:kleroux@aqpv.ca)



Association québécoise  
Plaidoyer-Victimes

4305, rue d'Iberville, bur. 201, Montréal (Québec) H2H 2L5

#### Prochaine parution de L'INFO PV: octobre 2011

Date de tombée des articles  
et autres nouvelles:  
15 septembre 2011

[www.aqpv.ca](http://www.aqpv.ca)

Dans L'INFO PV, la forme masculine désigne, lorsque le contexte s'y prête, aussi bien les femmes que les hommes.

Coordination : Katia Leroux

Turbine graphique.ca  
Graphisme : Maryse Boutin  
Illustrations : Marie-Claude Serra

Dépôt légal – 2011  
Bibliothèque et Archives nationales du Québec  
Bibliothèque et Archives Canada  
ISSN 1911-9607